

CORIS EPARGNE
KDO
Mon épargne augmente de
4,5%



CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement
www.corisbank.tg

LE MEDIUM

www.lemedium.info

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0275 du 14 au 20 Novembre 2017- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE / MANIFESTATIONS :

Triduum de marches, une mode pour l'opposition ? P.3



Une vue des manifestants dans la rue à Lomé

ECONOMIE / BUDGET 2018 :

Consolider les acquis sociaux et répondre à la demande sociale P.4



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Libre Opinion Les impacts des grèves et manifestations sur l'économie togolaise P.5



Les pertes sont déjà énormes

SANTÉ : Un cabinet dentaire ultramoderne ouvre ses portes à Lomé P.6



Une vue du plateau ultramoderne

DIASPORA : Comment faire revenir les talents ? P.6

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi,
une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel: 22 20 05 53

Météo

Mardi 14 Novembre 2017

Matin:

Ciel peu nuageux
26°C

Après-midi:

Averses de pluie
32°C

24 Nov. 14ème
11 Déc. 2017
Foire LOME
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

EDITO

Soyons positifs
dans nos actes
et pensées

Nous devons certes nous critiquer dans nos manières d'agir et pourquoi pas de penser mais il est une chose que nous devons incorporer à notre aptitude au perfectionnement, c'est bien d'être positifs dans nos actes et pensées.

L'heure n'est plus à vouloir le mal de son prochain pour raison de leadership ou quoi que ce soit, même pour des raisons politiques. L'essentiel est que nos actions en elles-mêmes reflètent une grandeur d'esprit et de motivation d'une évolution significative.

Nous en avons les moyens et surtout les potentialités pour y arriver. Cependant avouons-le humblement, il nous manque seulement une réelle volonté de transformer nos faiblesses en forces et nos insuffisances en capacités évidentes. Ceci ne nous est pas sans pour autant impossible. Une petite dose de bonne volonté et une ferme décision de ne pas vouloir le mal à autrui nous y amènerait. Et nous en sommes capables, journalistes, politiciens, hommes d'affaires, bref nous acteurs de cette société qui nous a vus naître, grandir et qui sûrement nous verra partir.

Changeons de comportements tout simplement.

Crédo TETTEH

ECONOMIE : Tout est prêt pour Foire
Internationale de Lomé

Dans une dizaine de jours, les amoureux des fêtes foraines vont être servis au Centre Togolais des Exposition et Foires (CETEF) pour la 14ème Foire Internationale de Lomé.

Lomé (FIL) demeure l'un des plus grands rendez-vous économiques de l'Afrique en général, et de la sous-région ouest africaine en particulier, indique-t-on.

Construit sur un espace de

les éditions, celle de cette année sera encore meublée par des rencontres d'affaires, des conférences, des séminaires, des tables rondes, etc....plusieurs milliers de visiteurs sont attendus

La présence à chacune des éditions de plusieurs centaines d'en-

treprises publiques, privées, de différents secteurs d'activités, provenant de tous les continents, présente l'intérêt certain pour le développement des relations d'affaires, lit-on sur le site internet dédié à l'évènement.



Kweku Banka Johnson, Directeur du CETEF de Lomé

C'est du 24 novembre au 11 décembre 2017. C'est une manifestation phare de l'Afrique de l'Ouest, cadre idéal de promotion des produits et services, de contacts d'affaires, d'échanges, et de recherches de partenaires commerciaux. Organisée depuis 1985, La Foire Internationale de

plus de 90 000 m² et situé à 5 minutes de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema, avec un accès rapide et pratique (taxis, taxi-motos, bus) le CETEF accueille aussi bien des lancements de produits que des soirées, défilés, ou autres manifestations. Comme à toutes

A vendre

Un terrain bâti de 5,99a sis en pleine ville de Tsévié.

Prix : 4,5 millions

Contacts : 90 26 24 23 / 90 19 72 42

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

lomé générale startupweekend™ Powered by Google for Entrepreneurs | techstars

17, 18 et 19 Novembre 2017
Bluezone, Cacavéli

Partenaire
update.cencat **FAIEJ**
Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes

kara générale startupweekend™ Powered by Google for Entrepreneurs | techstars

24, 25 et 26 novembre 2017
Ecole CIB - INTA, Kara

Partenaire
update.cencat **FAIEJ**
Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

TogoAssurance.com

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.

-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business.

visiter notre site web www.togoassurance.com



Récapitulé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 21 Novembre 2017

POLITIQUE /MANIFESTATIONS :
Triduum de marches,
une mode pour l'opposition ?

La coalition de l'opposition sera encore, avec " son peuple " dans les rues les 16, 17 et 18 novembre, toujours exiger le retour à la constitution de 1992. Après plusieurs jours de marches et de présence dans les rues de Lomé et de certaines villes, la moisson semble encore insuffisante pour la Coalition de l'Opposition qui est en train de galvauder les derniers maillons de l'outil politique qu'est la rue. Pour quels résultats ?

Par Crédo TETTEH

"Ces marches se dérouleront sur l'ensemble du pays", a précisé M. Dupuy, responsable à la communication de la coalition. C'est dire que la Coalition des 14 entend s'exprimer dans les villes de Sokodé, de Bafilo et de Mango qui n'avaient pas lors de leur dernier appel connu la série de marches.

Des milliers de partisans de la coalition ont battu le pavé mardi, mercredi et jeudi derniers à Lomé exigeant la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger.

A l'occasion des mesures d'apaisement prises lors du dernier Conseil des Ministres libérant certaines personnes arrêtées, jugées et condamnées dans le cadre des manifestations politiques et engins saisis, la Coalition des 14 demeure insatisfaite. Ces partis demandent aussi la libération de toutes les personnes incarcérées dans le cadre des manifestations. Certains leaders de la coalition exigent également le départ du président Faure Gnassingbé.

Rappelons que suite aux mesures d'apaisement, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) Monsieur Jean Pierre Fabre a vu son contrôle judiciaire levé.

De cinq à trois

Les leaders de ce regroupement de 14 partis politiques de l'opposition avaient prévu cinq jours de manifestations : mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, avec la "ferme volonté" d'organiser des meetings et des marches à Sokodé, Bafilo et Mango, a expliqué Monsieur Eric Dupuy, le responsable à la communication de l'ANC et de la Coalition.

"Mais le gouvernement nous a refusé d'aller dans ces trois villes. Et qu'il nous empêchera par tous les moyens. Alors, nous avons décidé de revoir notre programme, afin de nous réorganiser pour les semaines à venir", a poursuivi M. Dupuy.

"Nous n'allons pas baisser les bras. Nous avons l'intention de nous rendre dans ces trois villes



Une vue des manifestants dans la rue à Lomé

(...)", a-t-il martelé.

Des résultats des manifestations politiques de la Coalition des 14

Le Togo traverse une crise depuis août, avec le déclenchement des manifestations de l'opposition. En terme de résultats, outre le fait que leurs militants se soient déversés dans les rues pour des mobiles aussi divergents les uns que les autres, " l'unique " trophée que l'opposition notamment la Coalition des 14 pourra à jamais brandir est la MORT de quatorze (14) personnes dont deux militaires lynchés, selon des organisations de défense des droits de l'homme. D'importants dégâts matériels ont été enregistrés, notamment à Sokodé et à Mango.

Malgré ces dégâts matériels importants et les pertes en vies humaines, et suite également aux nombreux appels au dialogue et l'ouverture affichée par le Gouvernement, la Coalition des 14 végète dans sa stratégie incompréhensible sinon suicidaire pour les Togolais et surtout pour l'économie du pays parce que les activités économiques se retrouvent très affectées par les manifestations.

Certaines langues se demandent si l'autre objectif de la Coalition, ne serait-il pas de paralyser au maximum les activités économiques pour après en rendre responsable le Gouvernement ? L'autre question est de savoir si réellement l'Opposition ou précisément la Coalition des 14 pense un tant soit peu au bien-être des populations si ce n'est leurs intérêts personnels cachés sous le sceau politique ? Ne sont-ils pas à la recherche d'un bien-être social pour eux-mêmes d'abord tout en bernant les Populations et leurs militants comme quoi ils sont en

train de lutter pour eux ? Pour preuve, nous rappelons leur vive réaction lors de l'introduction de l'avant-projet de loi sur les réformes au Parlement par le Gouvernement.

L'article 52 nouveau qui limitait le mandat des députés a été fortement combattu et rejeté par les " éternels opposants " qui ont transformé en esprit l'Assemblée Nationale en une " microfinance " parce que leur rapportant ou leur assurant une survie financière mensuelle. C'est pourquoi au moment où les états-majors des jeunes des partis aussi bien du pouvoir que de l'opposition dans son ensemble commençaient à s'en réjouir, les " abonnés " au Parlement ont vite fait de décréter l'introduction de cet article 52, cauchemardesque pour eux, car n'étant pas encore rassasié et toujours dans leurs stratégies de maintenir les jeunes de leur parti dans la précarité pour ainsi abuser d'eux et en faire des " mendiants politiques " à qui on remettrait des miettes comme on calme un bébé qui a besoin du lait maternel.

Triste et exécrable comportement des " vieux et éternels leaders " de l'Opposition toujours dans la logique qu'au sein de leurs partis politiques, ils sont les seuls à savoir manger avec les fourchettes et cuillères. Envoyant au même moment les jeunes, dont la plupart regorge d'idées et de vision politique meilleures à tout ce qui a été jusqu'ici développé par nos " papis politiques " qui ont plus besoin des indemnités au Parlement eu autres frais de mission pour se soigner et assurer les charges de leurs " enfants " en Occident et aux Etats Unis, qui eux ne marchent et ne marcheront jamais.

La mort des autres pauvres jeunes est bénéfique pour eux que les

obsèques de leurs propres enfants qui au même moment profitent pour se former dans les grandes universités européennes et américaines pour ensuite revenir diriger les " pauvres enfants égarés et désemparés " de leurs militants d'aujourd'hui, qui pour la plupart ne comprennent rien du tout mais obligés de suivre la mode qu'est de manifester dans les rues et suivre bêtement les mots d'ordre des " politiques affairistes ".

Le Triduum de marches, une mode pour l'opposition ?

Après avoir galvaudé les marches parce qu'ayant marché pendant 4 ans pour réclamer une " prétendue victoire à la Présidentielle de 2010 ", Monsieur Jean Pierre Fabre a trouvé malheureusement un allié très embêtant pour lui-même, mais il doit faire avec lui au risque de se faire harakiri, du nom de Tikpi Atchadam pour consacrer les manifestations de rues.

Aujourd'hui donc, il s'agit toutes les semaines de faire un " triduum " de marches pour se donner une contenance. Pour quels résultats, nous demandons- nous ? Pour l'instant, outre les mesures d'apaisement prises la semaine passée par le Gouvernement, le seul bilan positif ou négatif, c'est selon, obtenu par la Coalition des 14 partis politiques aux bottes du PNP (parti national panafricain) et de son leader Monsieur Tikpi Atchadam, est la mort de 14 personnes lors des manifestations. Simple coïncidence des chiffres ? Coalition de 14 partis et 14 décès !

Rappelons que la communauté internationale (notamment les Etats-Unis, la France, la Francophonie, la Cédéao et l'Union africaine) avait déjà appelé le pouvoir et l'opposition au "dialogue".

Zozo
POLITIQUE : L'EAU POTABLE
ARRIVE À AKPARÉ ET BIEN-
TÔT AILLEURS



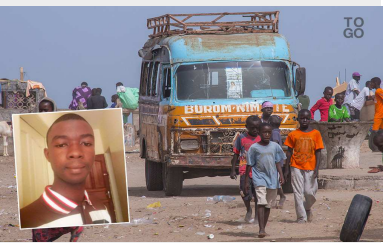
Le président Faure Gnassingbé a donné vendredi à Akparé (région des Plateaux, 195km au nord de Lomé) le premier coup de pioche des travaux d'adduction qui permettront à la population d'avoir accès à l'eau potable. Il avait à ses côtés le ministre de l'Agriculture, Ouro-Koura Agazadi. Cette initiative fait partie du Projet d'hydraulique villageoise BID3 d'un coût global de 7 milliards de Fcfa, financé par l'Etat initié par l'Etat et la Banque islamique de développement (BID).

Les prochains bénéficiaires seront des villages situés dans la région maritime et celle des plateaux. Il est prévu la construction de 300 forages et la réhabilitation d'une centaine d'autres. Le gouvernement poursuit ainsi son action en faveur des Togolais les plus défavorisés, enclavés, sans grande opportunité en matière d'entrepreneuriat. L'eau et l'électricité - l'installation de petites centrales photovoltaïques - sont autant d'atouts pour donner leur chance aux populations laissées au bord de la piste pendant des décennies... @republicofotogo.com

POLITIQUE : QUELLE FORMULE POUR LE DIALOGUE ?

Les premières discussions du dialogue intertogolais devraient se tenir à la mi-novembre, selon Jeune Afrique paru lundi. Y participeront le gouvernement, le parti au pouvoir et les formations membres du 'front démocratique', conviés individuellement. Des organisations de la société civile et des responsables religieux seront également conviés, croit savoir ce magazine. Il précise en outre que 'la formule retenue est un dialogue direct sans facilitation, présidé une personnalité neutre désignée par consensus.' Ni le gouvernement, ni l'opposition n'ont confirmé ces informations. @republicofotogo.com

DIASPORA : SOLIDARITÉ À DAKAR



Après l'assassinat à Dakar le 29 octobre dernier de l'étudiant togolais David Essozimna Ballé, la Diaspora installée au Sénégal se mobilise. Le consulat du Togo et les associations togolaises en appellent à la générosité afin de permettre à la famille de la victime de faire face aux frais liés au décès et, notamment, le rapatriement du corps à Lomé. David Essozimna Ballé a été poignardé alors qu'il se rendait à l'église dans un quartier de Dakar. Il devait entamer un cycle en Master à Université Cheikh Anta Diop. @republicofotogo.com

Zozo

SOCIÉTÉ / MÉCANIQUE DES
SOLS : LES EXPERTS SE
RETROUVENT À LOMÉ

Les terrains naturels sont composés de grains solides, de vide et d'eau. Leurs caractéristiques sont souvent variables. Leurs comportements évoluent dans le temps et dépendent de l'ouvrage qui les sollicite (bâtiments, ponts, pylônes, barages, tunnels...).

Leur modélisation fait appel à la théorie complexe de la mécanique des milieux continus et plus spécifiquement la mécanique des sols.

L'étude de leur comportement mécanique et hydraulique nécessite l'expertise d'ingénieurs et de techniciens hautement qualifiés en géotechnique.

Leur expertise est indispensable à toutes les étapes de l'avancement d'un projet : étude préliminaire ou d'esquisse, étude d'avant-projet, étude de projet, étude d'exécution, suivi d'exécution. Lomé accueille du 14 au 17 novembre prochains la 9e Journée africaine de la géotechnique.

"Quand on parle de géotechnique, on parle de qualité des matériaux, de l'étude des sols, pour que les ouvrages que l'Etat finance pratiquement puissent durer dans le temps et dans l'espace", explique Balakiem Tchamdja, directeur général du laboratoire national des bâtiments et des travaux publics du Togo.

La rencontre permettra aux géotechniciens de mettre à jour les nouvelles normes qui sont nombreuses et indispensables à suivre pour avoir des équipements fiables.

@republicofotogo.com

EDUCATION : DES PROFESSEURS SATISFAITS, DES ÉTUDIANTS AUSSI



Le syndicat de l'enseignement supérieur du Togo (Cest) et le syndicat national des enseignants du supérieur (Cnes) se disent satisfaits en cette rentrée universitaire. La plupart de leurs revendications ayant été satisfaites, ont-ils indiqué samedi.

Leur état d'esprit - contrairement à leurs collègues du primaire et du secondaire - est caractérisé par une volonté d'avancer, d'améliorer la qualité de l'enseignement tout en négociant sur le long terme avec les autorités afin d'obtenir de meilleures conditions de vie et de travail.

Cette stratégie s'avère payante. Et si elle bénéficie directement aux professeurs du supérieur, elle est un atout pour les étudiants qui peuvent compter sur un personnel motivé.

@republicofotogo.com

ECONOMIE / BUDGET 2018 :

Consolider les acquis sociaux et répondre à la demande sociale

Le grand enseignement que l'on peut tirer de l'annonce du projet budget du Togo de 2018 est que le gouvernement ne changera pas de cap par rapport à 2017, quant aux investissements dans le social. Une majeure partie des 1318,5 Milliards de F cfa sera destinée la prise en compte de la demande sociale, l'une des priorités de Faure Gnassingbé.

Par Koudjoukabalo

Le social, toujours le social en 2018

L'année 2018 risque de ressembler à celle qui s'achève, du moins dans la volonté du gouvernement de satisfaire les demandes sociales des Togolais. Ces exigences seront contenues dans le nouveau Plan National de Développement (PND) qui prendra la relève de la SCAPE qui s'achève cette année 2017. Ceci s'explique par la hausse de 32% du budget 2018 par rapport à celui de 2017. Les autorités accordent toujours une place importante au programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), au programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) et aux agropoles dans la politique de développement" a dit Sani Yaya, le ministre de l'économie et des finances précisant que l'élaboration du budget 2018 a tenu compte de l'environnement économique international et de l'évolution récente de l'économie togolaise.

Ainsi, le gouvernement table sur un taux de croissance du PIB réel de 5,3% en 2018, contre 5% cette année. "Il apparaît que la croissance a été bonne et résiliente relativement à la région africaine. Mais, elle fait face comme dans d'autres Etats à la vulnérabilité de la dette publique comme on le constate dans bon nombre de pays sur le continent. Pour sortir de cette situation, le gouvernement Togolais a entrepris de vastes réformes qui se poursuivent notamment par l'assainissement des finances publiques dont l'objectif est de ramener la dette à un niveau soutenable. Les réformes fiscales seront poursuivies, notamment l'élargissement de la base de l'imposition visant à réduire la pression fiscale sur les entreprises.

En matière de dépenses, afin de prévenir tout dérapage de nature à fragiliser les équilibres macroéconomiques, une gestion prudente et efficiente des dépenses sera assurée", a laissé entendre le ministre de l'économie et des finances.

D'autant que les prévisions budgétaires de 2017, surtout en ce qui concerne les recettes n'étaient pas au rendez-vous, obligeant le gouvernement à adopter un collectif budgétaire.

Baisse des recettes fiscales en 2017

Dans ce collectif budgétaire qui s'élève désormais à 1.412,2 milliards de francs CFA en recettes et en dépenses contre 1.227,4 milliards de francs CFA initialement prévu, soit une augmentation de



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

15,1%, les recettes fiscales et non fiscales ont été revues à la baisse respectivement de 625,4 milliards à 614 milliards et de 56,1 milliards à 53,3 milliards pour se conformer au cadrage du programme conclu avec le FMI, indique-t-on au ministère de l'économie et des finances.

Aussi, apprend-on que les recettes budgétaires liquides accusent une baisse de 47,2 milliards, passant

de 550,2 milliards à 503 milliards, tandis que les recettes non liquides ont augmenté de 35,8 milliards pour atteindre 111 milliards, conformément au nouveau cadrage du programme.

Au total, les recettes budgétaires enregistrent une augmentation de 7,4 milliards de francs CFA pour atteindre 814,1 milliards, contre 806,7 milliards prévus dans le bud-

get initial.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont augmenté de 38,2 milliards pour ressortir à 878,2 milliards. "Cette augmentation est principalement imputable à la revue à la hausse des dépenses fiscales de 35,8 milliards, suivant les projections du cadrage du FMI" a dit Sani Yaya.

Il convient de rappeler que Le Togo et le FMI ont conclu en janvier dernier à Lomé au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), un accord de financement d'un montant de 238 millions de dollars, soit 128% du quota du Togo au FMI.

Ce financement vise à améliorer les conditions de vies des populations et à maintenir un environnement macroéconomique stable compatible avec la viabilité de la dette publique. Il aura pour principaux objectifs de : (i) réduire le déficit budgétaire global pour garantir la viabilité de la dette à long terme, (ii) recentrer les politiques sur la croissance durable et inclusive à travers les dépenses sociales ciblées et des dépenses d'infrastructures financées de manière judicieuse et (iii) remédier aux faiblesses du secteur financier.

ECONOMIE/Rapport sur les " Perspectives Economiques Régionales en Afrique Subsaharienne :

Pas d'embellie en 2018

Le rapport rendu public par le FMI fait un diagnostic de l'état de l'économie mondiale en général et en particulier celui de l'économie de la région Afrique subsaharienne. Il relève également, les problèmes, les défis ainsi que les enjeux tout en proposant des remèdes ou approches de solutions.

Par Koudjoukabalo

Le FMI indique dans le rapport que le ralentissement de l'activité économique qui a touché la majeure partie de l'Afrique subsaharienne s'atténue, mais la situation de la région reste fondamentalement difficile. Le taux de croissance devrait atteindre 2,6 % en 2017, mais ce rebond s'explique principalement par des facteurs ponctuels, notamment le redressement de la production pétrolière au Nigéria et l'atténuation de la sécheresse en Afrique orientale et australe, et par une amélioration relative de la conjoncture extérieure. Même avec cette embellie, la croissance dépassera à peine le taux de croissance démographique. "Un tiers des pays de la région continuent d'enregistrer des taux d'au moins 5 %, mais dans 12 pays de la région, qui abritent plus de 40 % de sa population, le revenu par habitant devrait diminuer" relève le FMI.

En 2018, la croissance devrait continuer de se redresser et atteindre 3,4 %, mais les incertitudes qui entourent actuellement la politique économique au Nigéria et en Afrique du Sud freinent son élan, et elle ne devrait pas progresser davantage en 2019. Dans beaucoup de



pays qui connaissent une expansion plus rapide, la croissance continue d'être tributaire des dépenses publiques, ce qui alourdit la dette et son service.

Selon le FMI, la vigueur accrue de la croissance mondiale, notamment dans les principaux partenaires commerciaux que sont la Chine et la zone euro, donne une impulsion positive à l'activité en Afrique subsaharienne.

En outre, le regain d'appétit pour le rendement a entraîné un rebond des émissions obligataires souveraines dans les pays frontières de la région. Cependant, la faiblesse des cours des matières premières continue de peser sur les perspectives de croissance pour les pays exportateurs de produits de base.

La dette publique en pourcentage du PIB s'est accrue depuis 2013 et est désormais proche de 50 % dans près de la moitié des pays de la région. Le nombre de pays à faible revenu surendettés ou risquant de le devenir est passé de 7 en 2013 à 12 en 2016, et tous les pays frontières de la région et les autres pays ayant une notation de crédit, à l'exception de la Namibie, ont vu leur notation

descendre en dessous de la catégorie "investissement". L'alourdissement de la dette s'explique par le creusement des déficits budgétaires, la faiblesse de la croissance, la chute des cours des produits de base et les dépréciations de taux de change dans certains pays. Les soldes des transactions courantes se sont certes améliorés et les tensions se sont quelque peu estompées sur les marchés des changes, mais les réserves internationales sont inférieures aux niveaux jugés adéquats dans de nombreux pays.

Les retards dans la mise en œuvre des ajustements risquent de réduire l'espace budgétaire nécessaire à des dépenses favorables à la croissance, d'évincer le secteur privé et d'avoir un effet négatif sur le secteur extérieur.

La montée des niveaux d'endettement public suscite des doutes quant à la viabilité de la dette de la région, tandis que l'intensification du lien entre les banques et l'État pourrait ébranler davantage le secteur financier. Plusieurs pays se heurtent en outre aux risques liés au retrait des relations de correspondance bancaire.

Libre opinion

Les impacts des grèves et manifestations sur l'économie togolaise

Le Togo fait face à d'incessantes tensions depuis le mois d'août 2017. La politique a pris le pas sur tout, allant jusqu'à créer un déficit dans l'appareil politique. Ce déficit politique serait dû à l'absence des réformes constitutionnelles, dont nous notons un manque de volonté de communication de certains leaders, le manque de bon sens d'idées de débat démocratique et le manque de responsabilité de certains leaders qui doivent incarner un certain nombre de vertus, de sagesse et de maturité politique car l'exercice est très simple à résoudre.

Par Olivier Kabassema, Economiste

Le rappel des revendications axées sur les priorités comme la limitation des mandats présidentiels, le mode de scrutin à deux tours sont des éléments fondamentaux pour la relance du tissu politique et l'amélioration de l'édifice démocratique.

L'économie togolaise affiche des résultats relativement solides. Le taux de croissance du PIB au cours des cinq dernières années s'est établi en moyenne à 5,5% soit un niveau supérieur à celui de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Bien que le Togo ait été opposé à des chocs négatifs, avec, d'une part la baisse des prix des matières premières qui a affecté des principaux produits d'exportations et d'autre part les répercussions du ralentissement de l'économie Nigériane, le Gouvernement a entrepris un programme d'investissement public ambitieux qui a permis de soutenir la demande globale en 2015/2016.

Aujourd'hui donc, les incessantes grèves et manifestations politiques fragilisent notre économie et créent des perturbations momentanées et localisées sur toute l'étendue, l'impact durable sur l'économie demeure faible.

Dans la sphère macroéconomique, les journées répétitives des grèves et manifestations politiques bloquant toutes activités ralentissent considérablement l'activité économique qui en prend un sacré coup avec pour conséquence un manque à gagner en terme de recettes de l'Etat, impactant ainsi la manœuvre budgétaire.

Préserver jalousement nos acquis...

Le développement économique d'un pays passe toujours par les moyens de transport. Il est à noter et à féliciter le Gouvernement togolais pour ces efforts consentis dans le secteur d'infrastructures économiques et sociales plus précisément l'état des routes même s'il reste à relever d'autres défis. Nous devons tout faire pour protéger l'édifice des infrastructures routières dans la mesure où les manifestations doivent être pacifiques.

Les casses de ce patrimoine économique perturbent et ralentissent

l'activité économique lors des échanges commerciaux nationaux et internationaux. Il est à noter aussi un problème de levier de mobilité des agents économiques lorsque les routes ne sont pas en bon état. Enfin, l'avantage de la préservation de ces biens relève de l'initiative de ne pas passer à l'étape de réaménagement et de consolidation de l'existant, ce qui nécessiterait d'énormes ressources en termes de coûts pour notre économie.

Préserver notre environnement...

La conférence des Nations Unies pour le climat rappelle toujours aux Etats la préservation de l'environnement et la protection des écosystèmes pour atteindre l'objectif visé par le développement durable. Ce qui veut dire tout simplement que l'usage des gaz lacrymogènes par les forces de défense et de l'ordre, les brûlures des bois et des pneus par les jeunes lors de chaque manifestation ne permettra pas d'atteindre cet objectif du millénaire. Nous pouvons faire autrement en vue d'économiser en termes de coût et d'efficacité dans la réalisation des projets de développement durable.

Un manque à gagner pour le Togo

La réduction des transactions commerciales vont créer un manque à gagner pour l'Etat. Le TOGO étant déjà déficitaire en termes de dépenses publiques et lourdement endetté va contracter d'autres prêts pour renflouer ce manque à gagner. Cela entraînerait un endettement additionnel ou des qualités de services publics moindres.

Notons également que les grèves et manifestations ont mit en boule au cours de cette année 2017 le système éducatif. L'éducation est déjà caractérisée par une carence de professeurs et des revendications sans cesse de l'amélioration des conditions de vie et de travail de ces derniers.

Cependant, il est à féliciter les efforts remarquables du Gouvernement togolais à travers des dialogues de concertations avec les syndicats, l'association des parents d'élèves et surtout les mesures prises, pour atténuer la crise du système éducatif.

Plus de 60% des parents sont soucieux de l'avenir de leurs enfants et environ 50% des élèves sont découragés de poursuivre leurs études. Pas de cours dans les salles de classe, pas de formation requise, pas de compétence professionnelle ; ceci oblige les élèves et les étudiants à rester chez eux. Les conséquences de cette situation regrettable peuvent être lourdes à l'instar des années blanches, la prostitution et la délinquance. Ces grèves couplées des manifestations politiques ne font que bouleverser le calendrier scolaire, un retard en termes de formation de futures élites de la



Olivier Kabassema, Economiste

nation, donc de déficit du capital humain.

Le Togo a pourtant d'énormes atouts...

Plus petit Etat de l'Afrique de l'Ouest francophone, le Togo séduit par l'étonnante diversité de ses paysages pour un si menu territoire et l'hospitalité de ses habitants. Ainsi le pays accueille un peu plus de 500 000 touristes par an. Dans ce sens le gouvernement togolais s'est attelé à améliorer le niveau des compétitivités hôtelières. Avec les manifestations et les grèves répétitives actuelles, un déficit d'attractivité d'environ 30% dans ce secteur s'installe. La cession des contrats de certains personnels des hôtels ; les emplois indirects que créent ce secteur notamment les revenus issus de la vente des objets culturels et d'arts et pleins d'autres revenus générés par ce secteur sont affectés négativement du point de vue chiffres d'affaires. Aussi faudrait-il noter la fuite des investisseurs étrangers et bailleurs de fonds ce qui décourage l'investissement dans le pays. Cela représente des externalités négatives par rapport à l'attractivité de notre pays, ce qui fragilise notre économie.

Le pouvoir d'achat des ménages togolais étant déjà faible ne fera qu'affaiblir dû à l'augmentation des prix des biens. Cette situation rend triste le panier de bien de consommation des ménages. Si ces manifestations perdurent dans le temps (un trimestre à deux environs) le Togo tombera probablement dans une période de crise économique soldée par un taux d'inflation élevé et un taux de chômage déjà élevé. Faute d'investissements réels qui relanceraient la production, l'Etat ne pourra plus assurer ces objectifs de la politique économique conjoncturelle qui ne sont que, une forte croissance économique, la sta-

bilisation des prix, un faible taux de chômage et une balance commerciale améliorée puisque les produits importés surpassent largement les exportations togolaises.

Mes points de vue

En tant qu'économiste, nous constatons que lorsqu'on parle de politique finalement tout se résume à l'économie. A contrario, certains me diront que l'on se réfère plutôt à la société. L'un exclut-il réellement l'autre ? Nous avons plutôt tendance à penser que les deux sont en réalité indissociables. Parler des recettes fiscales, c'est faire de l'économie. Parler des dépenses publiques, c'est faire de l'économie car il se pose la question du choix. Des choix stratégiques pour mieux répondre aux besoins du peuple.

Un de nos professeurs d'histoire des faits économiques et sociaux nous enseignait que : " L'économie a ses raisons que la politique ne connaît pas et la politique a ses priorités que l'économie ignore ".

C'est l'économie qui permet de faire de la politique. Une politique sans réelles retombées économiques est une politique sans tête ni queue. Les politiques ont intérêt à trouver un terrain d'entente pour le bien de nos populations. Il est plus que clair aujourd'hui que les politiques doivent servir le peuple. Le Gouvernement togolais s'est inscrit déjà dans ce sens en initiant un dialogue et ce qui n'est pas une faiblesse, afin de trouver une solution à ce à ce climat de crispation pour le bien être du peuple.

Enfin aux élus qui représentent le peuple, ils doivent prendre leur responsabilité et favoriser le débat en vue d'assurer le bien-être de la population : le débat démocratique doit être au cœur du jeu politique et je pense que le peuple doit être la priorité puisqu'ils sont élus pour ...



DEVELOPPEMENT : LES AVANTAGES DE LA RÉCIPROCITÉ

Le collectif international des acteurs du volontariat international de réciprocité organisera du 21 au 23 novembre à Niamey (Niger) une réunion pour renforcer les actions de coopération pour soutenir les actions de développement et l'employabilité des jeunes.

Le Togo sera présent. Le pays est très actif en matière de volontariat et a lancé des échanges en coopération avec France Volontaires, les Nations Unies et l'Union européenne. Une dizaine de jeunes participent à des formations en France et au Mali.

Lancé il y a 6 ans, le programme de volontariat togolais a déjà accueilli près de 12.000 jeunes. Ce programme est piloté par l'ANVT (Agence nationale du volontariat au Togo).

@republicofotogo.com

DEVELOPPEMENT : LES VILLES DOIVENT ANTICIPER L'URBANISATION



Une série de concertations entre responsables de l'Agence ONU-Habitat et des officiels ont eu lieu au mois de juillet dernier à Lomé. Il a été question du Nouvel agenda urbain (NAU). Les échanges avec plus d'une centaine de représentants des comités de développement des quartiers, des chefs traditionnels, des organisations professionnelles (géomètres, urbanistes, architectes), des services de l'administration générale au niveau central et déconcentré ont permis d'énoncer quatre axes majeurs d'intervention devant concourir à l'amélioration de la physionomie et des conditions de vie dans les villes à moyen et long terme.

Il s'agit principalement de la maîtrise des opérations foncières et de lotissements urbains, la coordination plus performante du processus d'urbanisation et du développement urbain, la promotion et le renforcement de la participation citoyenne à l'urbanisme normatif et l'amélioration de la mobilité et des loisirs.

Le résultat attendu est principalement la conception d'espaces urbains plus décents, sûrs, résilients face aux changements climatiques, générateurs d'opportunités d'emploi, et propices à l'essor d'une économie plus écologique.

@republicofotogo.com

Zozo

SOCIÉTÉ : COUP DE BALAI SUR LA RN 2



Des dizaines d'habitants, membres des comités de développement des quartiers (CDO) de la zone portuaire, ont pris coupes coupes, balais et pelles samedi pour nettoyer les abords de la nationale N°2, enlever les ordures, se débarrasser des mauvaises herbes des terre-pleins. Un exercice propreté qui s'est déroulé à proximité du port de Lomé.

L'opération est coordonnée par l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (Anasap).

La RN 2 (48km) sert de couloir de transit pour les exportations vers les pays de la sous-région.

Cette mobilisation citoyenne devrait s'étendre à d'autres communautés de riverains.

@republioftogo.com

DIASPORA : COMMENT FAIRE REVENIR LES TALENTS ?

27% de la population togolaise vit en dehors du Togo et plus de la moitié occupe un emploi. Chiffres communiqués lundi par des sources gouvernementales.

Le Togo souffre d'une pénurie de ressources humaines qualifiées due à l'immigration professionnelle. Les conditions sociopolitiques poussent les citoyens à partir à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail, a reconnu Kossi Kassegnin-Donko, du ministère de l'Emploi.

L'objectif est bien sûr de convaincre les Togolais candidats à l'expatriation de rester dans leur pays et à ceux qui sont à l'étranger - les cadres notamment - de revenir. Pas si simple.

C'est pourquoi, l'organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'OIT accompagnent le Togo dans un programme baptisé soutien à la libre circulation des personnes et à la migration en Afrique de l'Ouest.

Une façon de gérer les flux et de créer un cadre propice pour tous ceux qui souhaitent travailler dans la région sans contrainte de réglementation trop lourde pouvant conduire à l'échec. Un dispositif qui devrait permettre aussi aux autres ressortissants ouest-africains de venir travailler au Togo.

Cette politique ne concerne pour le moment que les Etats de la Cédéao.

@republioftogo.com

POLITIQUE : BAWARA : NE PERDONS PAS TROP DE TEMPS

Le gouvernement a montré toute sa disponibilité à ouvrir les discussions. Cette main tendue n'est pas encore saisie par le camp d'en face qui exige des préalables, a déclaré ce matin Gilbert Bawara, le ministre de la Fonction publique.

Une position qu'il regrette et invite l'opposition à en finir avec la politique politicienne qui retarde les choses pour se concentrer sur un vrai dialogue.

M. Bawara a indiqué que le souhait du gouvernement était de lancer des discussions inclusives pour trouver une solution durable et une issue consensuelle sur la question des réformes.

Le contenu des futures discussions devra porter sur la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, l'instauration d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours et, le cas échéant, le vote de la Diaspora.

@republioftogo.com

SOCIÉTÉ : Le CJD exige la souscription à une police d'assurance pour les marches de l'opposition

Les victimes de la marche de la colère organisée le 05 Octobre 2017 par la Coalition des 14 partis de l'opposition togolaise, reviennent à la charge et réclament une nouvelle fois des sanctions contre les auteurs et la réparation pour les pertes subies ; cette annonce est faite au cours d'un point de presse la semaine dernière organisé le CJD et les associations d'opérateurs économiques.

Par Dodo ABALO

Après avoir élevé leurs voix le 12 Octobre dernier, soit une semaine après avoir subi les préjudices de cette marche, soldée par des violences de tous ordres, ces victimes, hommes et femmes, opérateurs économiques, ont une nouvelle fois réitéré ce jour leur volonté de ne pas voir ce crime contre leur personne rester impuni.

Dans une déclaration " Le CJD s'interroge aujourd'hui sur la suite réservée aux mesures réparatrices en matière d'une justice équitable et des mesures sociales à apporter



La table d'honneur (Photo archives)

aux victimes des marches violentes. Il exhorte le gouvernement à prendre ses responsabilités et toutes les mesures adéquates pour mieux encadrer les manifestations et agir avec plus de fermeté par rapport aux manifestations violentes dans notre pays ".Le CJD demande par la même occasion, l'ouverture d'une enquête pour situer les responsabilités et que les coupables soient punis conformément aux lois en vigueur ".

" Les victimes de la marche de la colère de la Coalition 14 de l'opposition sont nombreuses. Meurtres dans l'âme, elles se sont regroupées dans un collectif de victimes des marches et lancent aussi un appel aux Autorités de l'État afin qu'une enquête soit ouverte pour situer les responsabilités des uns et des autres et que les coupables soient punis conformément aux lois en vigueur dans notre pays, et les victimes dédommagées " poursuit le communi-

qué.

Outre les témoignages de deux des victimes livrés par le Coordonnateur du CJD, OrféAdom, cette déclaration lue en présence de certaines victimes, est revenue sur certaines situations désolantes vécues dans les rues de Lomé ce 05 Octobre 2017.

Fondant leurs dénonciations et revendication de justice et de réparation des dommages subis, sur des passages de la Charte des partis politiques en vigueur au Togo, et précisément les articles 25 et 26, qui évoquent les sanctions contre des responsables de partis politiques " auteurs d'écrits ou démarches incitant à la violence, au tribalisme, au régionalisme, au racisme, à la xénophobie ou à l'intolérance religieuse ", le CJD et (Associations des opérateurs économiques) proposent que les organisateurs des marches souscrivent désormais à une police assurances pour couvrir les dommages et intérêts causés lors des marches qu'ils organisent.

SANTÉ : Un cabinet dentaire ultramoderne ouvre ses portes à Lomé

Un centre dentaire ultramoderne vient d'ouvrir ses portes dans la capitale togolaise. Il est l'œuvre de Action humanitaire de l'European Oral and Dental Education Centre (EODEC). Ce centre est destiné à la prévention gratuite des maladies bucco-dentaires chez les enfants démunis et les orphelins.

Au centre EODEC, le plateau dispose de 150 dentistes avec du matériel issu des dernières innovations : radiographie dentaire, bloc opératoire pour chirurgie dentaire, salle de stérilisation et locaux de traitement des déchets à risque infectieux aux dernières normes.

Selon les initiateurs, l'aménagement de l'espace est fait pour permettre au patient de vivre une expérience agréable. La salle d'at-



Une vue du plateau...

...ultramoderne

tente est aménagée avec soin pour accueillir les enfants. "Avec ce niveau d'intérêt pour les détails, pour le bien être des patients et ses équipements modernes, EODEC a mis le paquet pour exceller dans la fourniture des soins dentaires au Togo", indique khamaktchian, le co-fondateur du

centre.

L'EODEC est une Association à but non lucratif belge créée par un groupe de praticiens de l'art dentaire. Disposant d'un cabinet dentaire à Lomé depuis 2009, l'association a délivré 15000 soins à 11000 enfants. Pour khamaktchian, co-fondateur de

EODEC, l'objectif à terme est de "permettre à toutes les écoles publiques de Lomé de disposer d'un programme de prévention des maladies bucco-dentaires ".

Rappelons que l'initiative soutenue par le Ministère du développement à la base, avec à sa tête Mme Victoire Dogbé.



La ministre Dogbé entourée des médecins



Une vue du Centre dentaire ultramoderne



Ma communauté prendra part à
**La plus grande célébration
Entrepreneuriale à travers le monde!**



**TECHSTARS
GLOBAL
STARTUP
WEEKEND
2017**

LOME
17, 18 et 19 novembre 2017
Bluezone, Cacavéli

KARA
24, 25 et 26 novembre 2017
Ecole CIB - INTA, Kara

WhatsApp:
+ 228 - 90.22.64.77 / 90.49.29.38

Inscription sur:
www.up.co/communities/togo/lome
www.up.co/communities/togo/kara



FAIEJ
Fonds d'Appui aux Initiatives
Economiques des Jeunes







Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité



PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminals mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.ig

COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



**24 Nov.
11 Déc.
2017**

14^{ème} Foire Internationale de LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

APPLICATION FoireTogo 2000

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOMÉ
BP: 10056 LOMÉ - TOGO
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cetef.tg / e-mail: cetefiome@cetef.tg

